

nd. B. Li. op.
RTBF
scw. J. L. C

LE LIGUEUR
3-12-97

⑤

Vu

Une minute de silence

Gabriel THOVERON

Titre inquiétant que celui du dernier livre d'Hugues Le Paige (1) consacré au service public de l'audio-visuel.

S'agit-il d'une minute de silence pour célébrer la mort de ce dernier? Mais non.

C'est l'ensemble des services publics qui est menacé par le vent de libéralisme sauvage qui coule des États Unis. Tout se tient, et on n'imagine pas que la télévision publique survive, si autour d'elle ne survit aucune autre entreprise du même type. Et si ces entreprises ne se montrent pas cohérentes entre elles. On a vu où pouvait mener la guerre des polices, ne peut-on imaginer que de tels conflits viennent opposer entre eux certains services publics? L'illustre bien l'affaire «Bingovision», quand la Loterie Nationale a imposé que ce jeu soit placé sur antenne le samedi à 20 h, moment privilégié. «Dans un premier temps, les responsables de la RTBF ont refusé cette proposition, estimant, à juste titre, qu'elle ne correspondait ni aux

«missions» ni à l'image du service public. Mais l'aggravation de la situation budgétaire et le véritable chantage opéré par la Loterie Nationale (menaçant de lui couper ses environ 100 millions de parrainage annuel) ont eu raison des résistances. (...)». Mais le problème n'est pas seulement intérieur: «La politique européenne a été particulièrement timide dans le domaine audiovisuel, la volonté de renforcer les lois du marché l'emportant toujours sur celle de préserver une production européenne suffisamment forte pour faire face à la concurrence».

Une Europe qui se désarme

On a bien prévu, dès 1989, un système de quotas, qui oblige les organismes de radio-télévision à réserver une

part importante de leur diffusion à des œuvres européennes. Mais on a tant assoupli ces règles qu'elles n'ont plus grand sens. On peut souscrire à cet interdire d'Hugues Le Paige: «L'Europe contre le service public».

L'Europe, et disions-nous, le monde, puisque déjà les satellites nous arrosent d'images venues de partout et que les nouvelles technologies «les rapprochements entre l'audiovisuel et les télécommunications (...) sans oublier le couplage avec l'informatique (les autoroutes de l'information) vont exiger des investissements colossaux qui ne peuvent être maîtrisés que par quelques grands groupes internationaux dont on connaît déjà les noms». Dans cette perspective, s'élèvent des voix pour suggérer la privatisation partielle du service public. Ici, «certains reprennent une vieille théorie libérale qui veut distinguer la notion de service public en tant que prestations fournies au public (on dit aussi «service au public») et le service public en tant qu'organisation jouissant d'un statut bien défini».

En quelque sorte, «confier le «public» au «privé»». Comme si la logique du privé, et c'est bien normal, n'était pas le profit, et comme si elle n'était pas contradictoire avec la logique qu'imposent des

fonctions essentielles du service public, l'information objective (et s'il le faut dérangeante), la culture, l'éducation permanente. «Un service public fort et indépendant est bien (...) la seule garantie de programmes capables d'analyser et, le cas échéant, de critiquer tous les aspects de notre système politique, social, et idéologique».

Mais dans le contexte actuel, n'est-ce pas précisément cette fonction qui est en danger?»

On n'en finirait pas de dresser le catalogue des menaces. «L'idée même de préserver — voire de développer — un véritable service public de l'audiovisuel appartient-elle désormais au domaine de l'utopie? Au nom des contraintes gestionnaires ou des choix idéologiques, qui peuvent d'ailleurs harmonieusement coexister, de bons esprits ne sont pas loin de le penser».

Ces bons esprits, nous n'en sommes pas, Le Paige non plus. Son livre comporte donc une quantité de propositions qui devraient permettre de redynamiser le service public. Ceux qui sont attachés à l'existence d'une télé de qualité se doivent d'en prendre connaissance. ■

(1) Éditions Labor, collection La Noria.